



Communiqué du 26/09/2017

Le MEDEF compte sur le gouvernement Macron pour détruire le Code du travail, l'école et toutes les conquêtes sociales

Le patron du MEDEF l'a dit : la publication des ordonnances Macron - Pénicaud qui remettent en cause le Code du travail et dynamitent les garanties collectives le satisfait. Comblé sur ce point, il sent son heure venue et veut s'en prendre à l'école.

La réforme de la formation professionnelle est annoncée pour les prochains mois. Le MEDEF vient donc de lancer une campagne de promotion de ses orientations intitulée : *«si l'école faisait son travail, j'aurais du travail !»*

Inutile de commenter le caractère grossièrement provocateur de ce titre aussi vulgaire que réactionnaire, et qui a immédiatement suscité des réactions indignées. Même le ministre de l'Éducation nationale a fait part de sa désapprobation.

Le MEDEF a donc retiré son titre. Mais sur le fond rien n'a changé. P. Gattaz vient de déclarer que *«le système d'éducation actuel génère 100.000 décrocheurs par an ainsi qu'un taux de chômage de 25 % chez les jeunes»*.

Pour rappel : 2014 : le pacte de responsabilité de F. Hollande exonère les patrons de 40 milliards d'euros de cotisations sociales. 40 milliards pris à la sécurité sociale et offerts en cadeaux aux patrons. Ce pillage en règle de la sécu est financé par un plan d'austérité de 50 milliards mis en œuvre par le ministre de l'Économie et des Finances, Emmanuel Macron.

2016, la réforme El Khomri, dont FO demande toujours l'abrogation, répond à la demande du patronat de remettre en cause la hiérarchie des normes, pour mieux détruire toutes les garanties collectives existantes.

À chaque fois, le patronat s'est félicité de ces contre-réformes, comme il s'est toujours félicité de toutes les mesures de rigueur, de déréglementation, de baisse du coût du travail décidées par les gouvernements successifs. Invariablement, il les a présentées comme des mesures pour l'emploi.

À propos d'emploi, un chiffre : en juillet 2017, le nombre de chômeurs toutes catégories confondues est de 6 327 900, un chiffre jamais atteint jusqu'alors.

Ce qui condamne 25 % des jeunes au chômage, ce sont ces politiques d'austérité, de baisse du coût du travail mises en œuvre à la demande et au profit du patronat. (En 2017, les profits des groupes du CAC 40 ont augmenté de 50 milliards d'Euros rien qu'au premier semestre). Des politiques sur lesquelles il s'est appuyé pour multiplier dans tous les secteurs plans de licenciements, de fermetures d'usines, pour imposer toujours plus de flexibilité, de précarité...

Aujourd'hui, les ordonnances Macron facilitent les licenciements, multiplient les possibilités de déroger au Code du travail, aux conventions collectives...

Le patron du MEDEF n'a que faire de l'avenir des jeunes et de l'école, mais il a un programme d'ensemble qui exige d'adapter l'école à la destruction de toutes les garanties collectives. Pour rendre les jeunes corvéables à merci, pour imposer l'individualisation totale du contrat de travail, il faut en finir avec les qualifications nationales, avec les diplômes nationaux, avec l'enseignement professionnel sous statut scolaire.

Avec ses attaques grossières et provocatrices sur l'école, le MEDEF ne fait que formuler ce programme. Un programme que le gouvernement Macron a repris à son compte, dont les ordonnances constituent la première étape, et qui implique la destruction toutes les conquêtes sociales.

Pour la FNEC FP FO, l'urgent est de construire le rapport de force pour bloquer ce programme de régression.